



HAL
open science

Vivre la guerre

Mathilde Joncheray

► **To cite this version:**

Mathilde Joncheray. Vivre la guerre. 25e Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges “Habiter la terre”, Oct 2014, Saint-Dié-des-Vosges, France. , 2014. ⟨hal-01779028⟩

HAL Id: hal-01779028

<https://hal.science/hal-01779028v1>

Submitted on 11 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Vivre la guerre



De 1993 à 2004, le Congo a été le théâtre de plusieurs « guerres des milices » nées de différends électoraux. Après le coup d'État de D. Sassou N'Gusso en 1997, une coalition des milices et anciens militaires « sudistes » font face à une vaste offensive militaire lancée par le nouveau pouvoir pour conquérir la partie Sud du pays, appelée « Pays du Niari ».

Le bilan des conflits dans la région est lourd: chassés-croisés de centaines de milliers de déplacés et de réfugiés, pillage et destruction des infrastructures, arrêt des services sociaux. Les réseaux de transport de la région (unique ligne ferroviaire du pays) ont été fortement touchés, stoppant les dynamiques rurales. Les services sociaux (santé et éducation notamment) connaissent toujours de graves problèmes de fonctionnement. Persistent alors, dans certaines régions enclavées, des conditions socio-sanitaires pires qu'avant les guerres, contribuant à renforcer les inégalités entre et à l'intérieur des régions (Dorier et Joncheray, 2008, 2010, 2011).

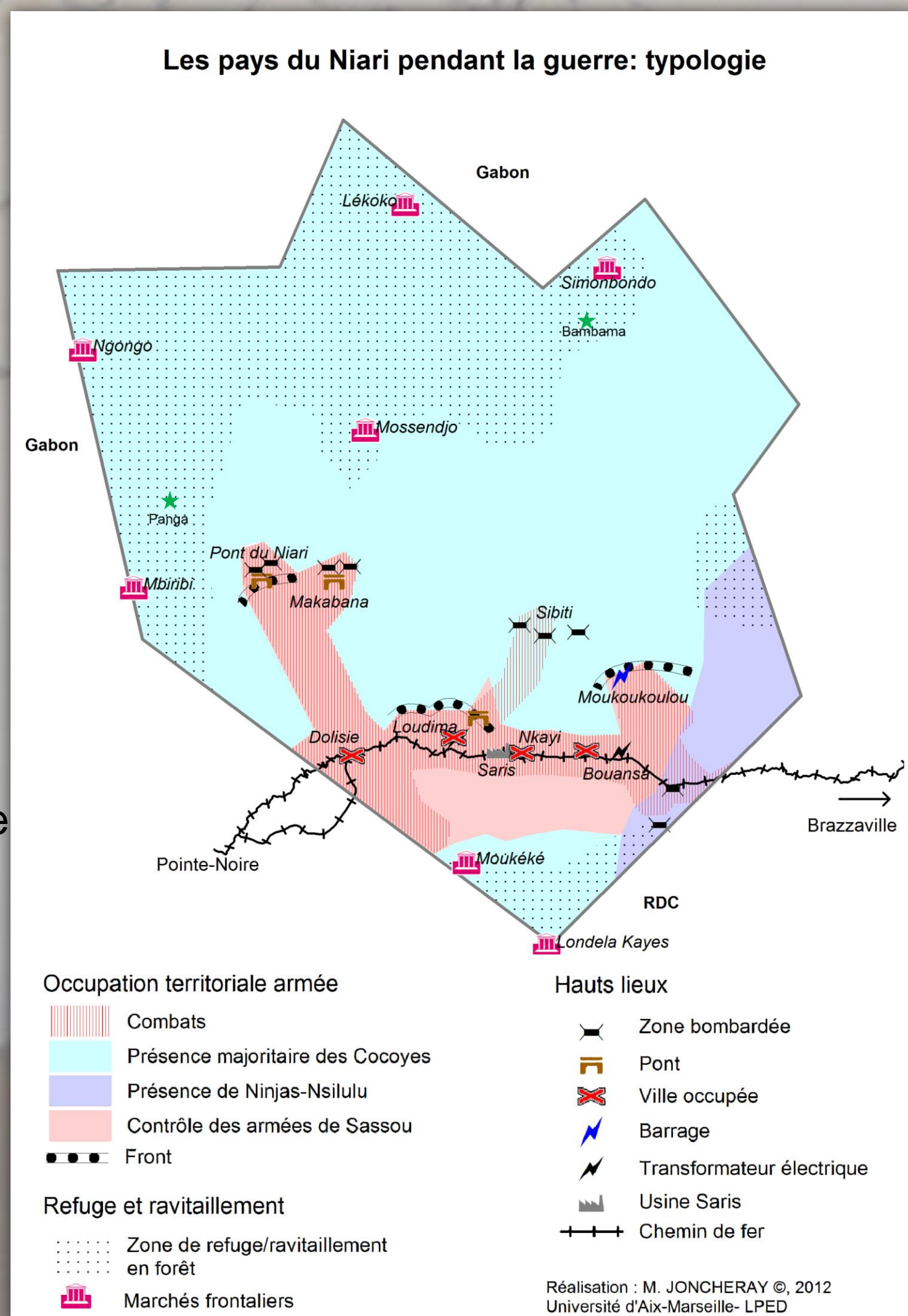
(Sur)vivre pendant la guerre

La typologie de la survie en guerre est liée à celle de l'occupation armée. La population tente de s'éloigner le plus possible des pistes empruntées par les milices ou les armées.

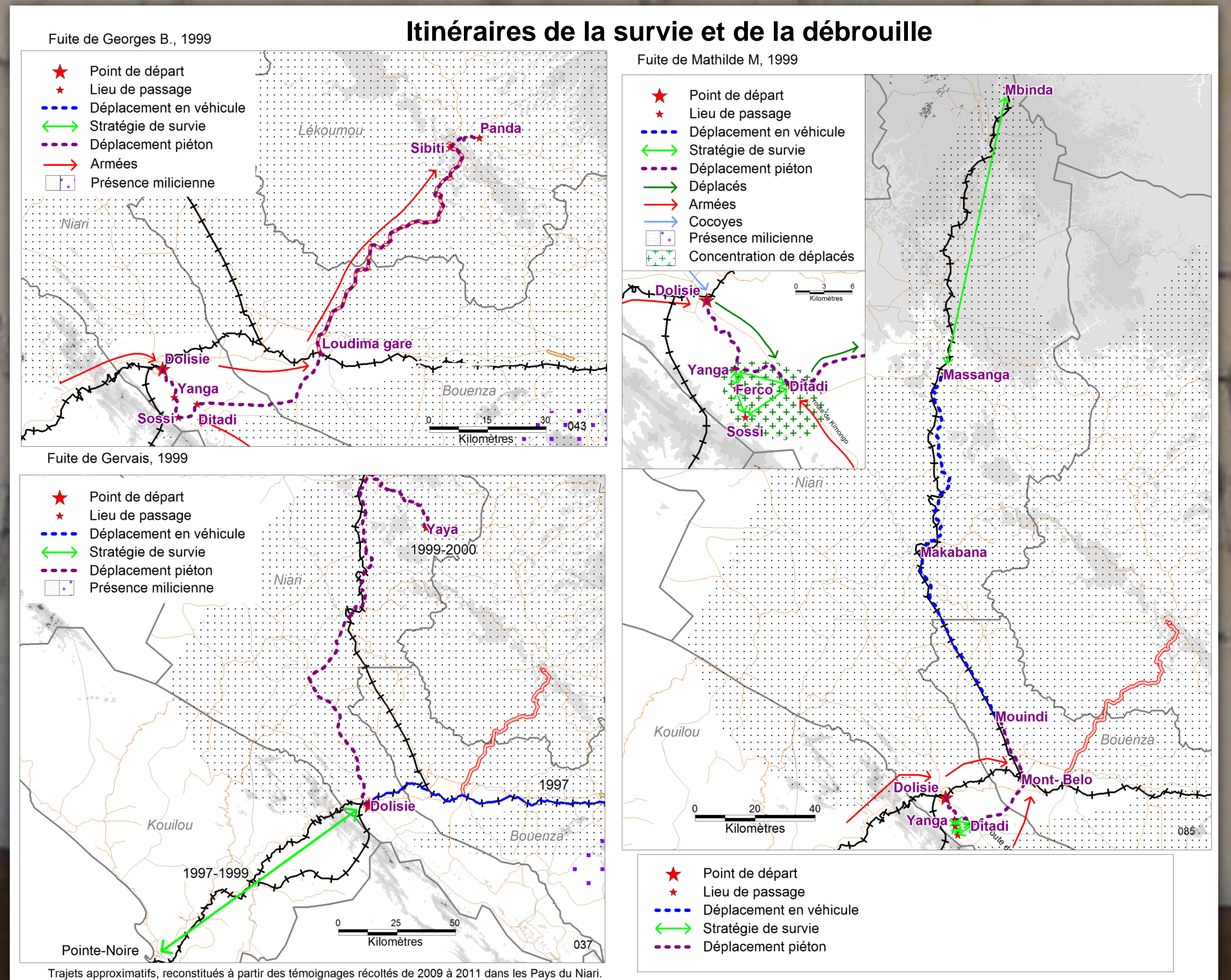
Les zones les plus sûres sont les zones rurales pauvres et peu peuplées les plus enclavées, où la population peut subvenir sur place à ses besoins.

Bambama (★) c'est le 1^{er} village gabonais, il y avait près de 200 réfugiés congolais ici, ils étaient plus nombreux que les autochtones [...] On a continué à gérer la routine. Les gens n'ont pas eu de problème de nourriture. Ils produisent sur place, ce sont des zones non-peuplées [...] ici la nature est généreuse : on peut pêcher, chasser, manger les herbes (les fougères sont comestibles). Oscar.

C'est ainsi que s'explique la forte croissance des villages de Panga (★) au Nord-Ouest de Kibangou qui conjuguent grand enclavement et éloignement aux axes. Ici pendant la guerre, il n'y a eu aucun problème. Tous les enseignants se sont réfugiés ici. Il y a même eu le bac ici. Il y avait plus de 200 réfugiés. Tous les fonctionnaires passaient ici pour aller au Gabon. Les déplacés ont même construit. Ils sont restés de 1997 à 2000. Il y avait même des médecins. Les plantations étaient suffisantes. M. Romain, Panga 1.

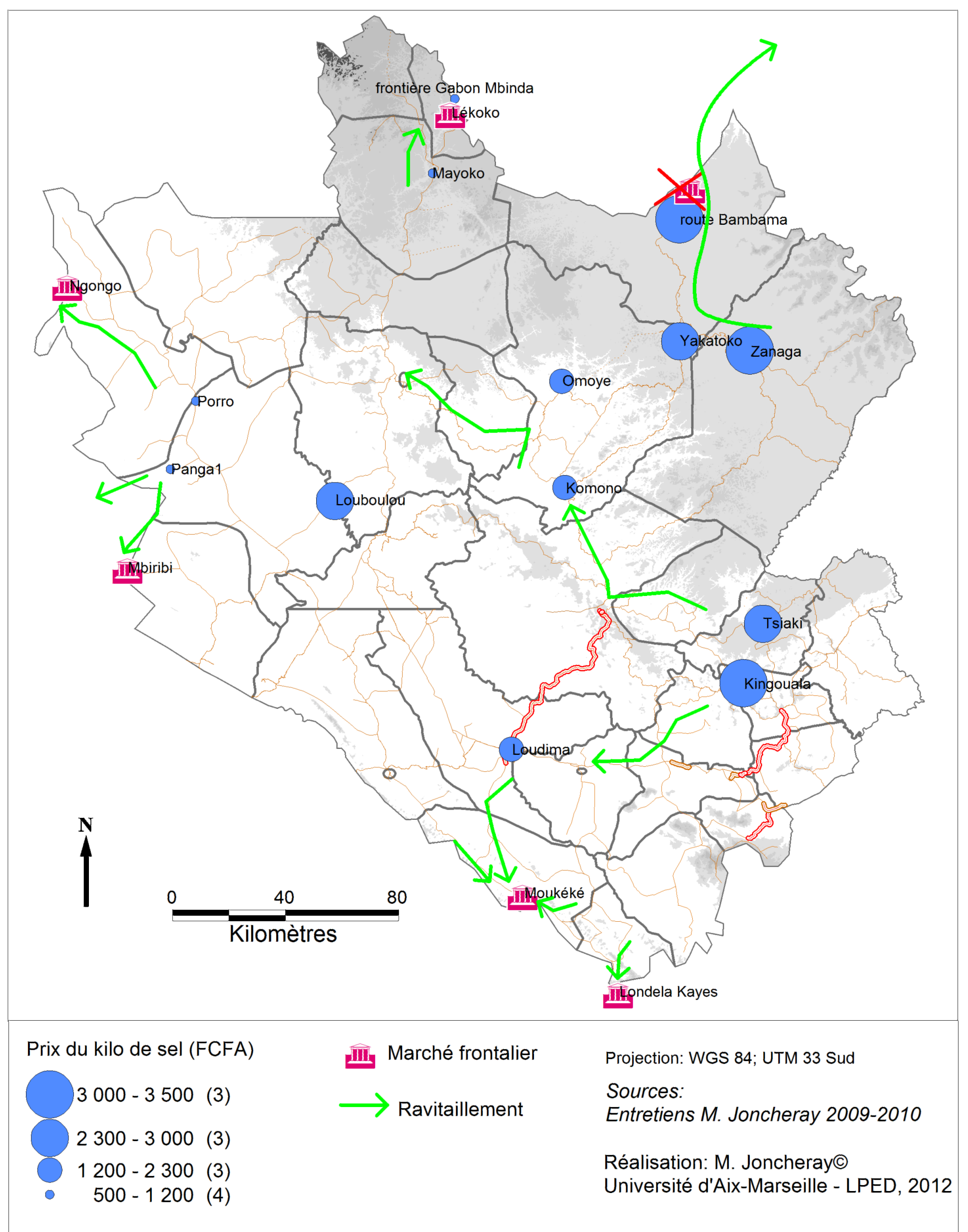


Dans cette zone la population n'a vu que peu de militaires, mais elle a accueilli de nombreux déplacés, ce qui bouleverse l'économie de la région et inverse les logiques de polarisation historiques. La vallée du Niari et l'axe ferroviaire CFCO, épices des combats, deviennent répulsifs, et leurs habitants les fuient. Des zones d'échanges se créent et notamment des marchés frontaliers qui polarisent les marges du pays (zones forestières au Nord et, de manière ponctuelle, à l'extrême Sud). Mais ces zones de refuge voient également passer des miliciens, à la recherche de ravitaillement. Ils n'hésitent pas à prendre en otages les habitants et leurs biens. Cette situation justifie l'idée de « guerre contre les civils » : la population souffre des exactions de ses propres jeunes.



Les témoignages montrent l'imbrication des mobilités et des raisons de la mobilité : tout d'abord l'insécurité et la peur des guerriers, puis les stratégies de ravitaillement et de survie. Mais les caractères personnels des individus, leurs réseaux sociaux et leurs capacités économiques sont à l'origine de stratégies et d'expériences bien différentes pendant cette période difficile. La comparaison de témoignages de plusieurs habitants de Dolisie montre que le récit débute toujours de la même manière, avec la fuite des combats dans la ville après l'attaque Cocoye de janvier 1999. La suite de leur fuite est bien différente et dépend essentiellement des réseaux de solidarités familiales et amicales tissées avant ou pendant le conflit.

LE RAVITAILLEMENT EN SEL PENDANT LA GUERRE DANS LES PAYS DU NIARI



Les déplacements des populations ont comme objectif principal de quitter les zones de violences et d'échapper aux hommes armés. Cependant, la malnutrition est à l'origine de nombreux décès. La nécessité du ravitaillement a créé des mobilités contraintes inédites.

Précarités dans l'après guerre

À part quelques (re)constructions de prestige (aéroport, stades, lycée de l'excellence...), géographiquement limitées, lancées par un programme présidentiel, il n'y a pas eu de reconstruction urbaine, ni d'aides à la population en dehors des aides pour les ex-combattants ; des dons de tôles pour les maisons ont été promis, sans concrétisation. En 2011, une grande partie de l'habitat populaire des villes de Nkayi, Dolisie, Mossendjo, Sibiti ou des autres villes secondaires est encore détruite. Il faut cependant noter l'extraordinaire capacité de résilience des populations, qui doivent reconstruire et se reconstruire seules.

L'exemple de Chantal et Gina, deux citadines et anciennes commerçantes plutôt aisées, montre les stratégies de survie dans les villes en ruines. Photos ci-dessous : Chez Chantal, à Dolisie : sa maison a été pillée, les tôles et les ouvertures volées. Elle vit désormais au fond de sa cour, dans des petites pièces aménagées qu'elle partage avec 3 familles.



Même chose pour Gina, à Sibiti, dont la maison, tout au fond, a été totalement détruite. Elle vit dans ses anciens magasins de stockage d'arachide, quatre pièces sans fenêtres dont elle a fait une chambre, un grenier, et deux chambres en location. Trois cuisines en planches viennent compléter le tout. On se lave en plein air dans la douche de l'ancienne maison.



Le fait d'être propriétaires les avantage fortement, mais leurs conditions de vies se sont fortement dégradées. Les loyers perçus sont symboliques, leurs locataires étant bien plus démunis qu'elles-mêmes.

Image de fond : À Loudima, l'intérieur d'une maison, occupée, taguée et en partie détruite par des miliciens.